



Conseil de sécurité

Distr. générale
23 mars 2018
Français
Original : arabe

Lettres identiques datées du 21 mars 2018, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le 20 mars 2018 vers midi, à la veille de la fête des mères, des bandes terroristes armées ont perpétré un nouveau massacre effroyable contre des civils sans défense lorsque, depuis leur position dans la Ghouta orientale, ils ont tiré une roquette contre le marché populaire de Kachkoul à Jaramana, près de Damas, qui a fait 44 morts et des dizaines de blessés graves, dont bon nombre de femmes et d'enfants. Des tirs de roquette et de mortier contre des quartiers résidentiels de Damas ont par ailleurs fait une dizaine de blessés à Imara, ainsi que des dégâts matériels dans de nombreux autres secteurs.

Ces crimes font partie d'une série de massacres que commettent systématiquement les bandes terroristes – que certains aiment à qualifier « d'opposition armée modérée » – depuis le début de la crise qui a été déclenchée en Syrie en 2011 par des États colonialistes. Il convient de souligner ici que les représentants des États qui bien souvent se hâtent de tenir de toute urgence des séances du Conseil de sécurité à New York ou du Conseil des droits de l'homme à Genève, en appui aux terroristes, ont comme à leur habitude perdu la faculté de raisonner et de s'exprimer face à l'horreur de ce nouveau carnage, qui a frappé des femmes et des enfants et qui s'apparente à un génocide, à un crime de guerre et à un crime contre l'humanité. Il n'est cependant pas surprenant que les représentants des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni soient restés muets, sachant que ces derniers temps ils ne se sont exprimés que pour soutenir le terrorisme et justifier les crimes des terroristes.

La Syrie estime que ce type de comportement systématique des représentants de ces États et de leurs supplétifs manque totalement d'humanisme et que leurs politiques sont dénuées de tout sens moral. Sans oublier que ces États se montrent indifférents aux valeurs du droit international, et notamment du droit international humanitaire, puisqu'ils appuient directement les groupes terroristes en les finançant, en leur procurant des armes et en défendant leurs crimes devant les instances internationales

Tout au long des années de la guerre terroriste engagée contre lui, l'État syrien a défendu son droit de protéger son peuple et de mettre fin à l'effusion de sang. Il a fait tous les efforts et sacrifices possibles pour épargner au pays, à la région et au monde les massacres des terroristes.



Comme elle l'a fait par le passé, la Syrie exige qu'il soit mis un terme à ces actes criminels. Elle exhorte également les États qui recrutent, financent et arment les bandes terroristes, dont les régimes saoudien et qatarien, à cesser immédiatement. Enfin, elle demande aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies de défendre les valeurs de la Charte, selon laquelle il faut éviter aux peuples les affres des conflits, et de révéler les véritables objectifs de cette guerre lancée contre le peuple et la nation syriens par les États colonialistes, leurs supplétifs et les terroristes à leur service.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Bashar **Ja'afari**
